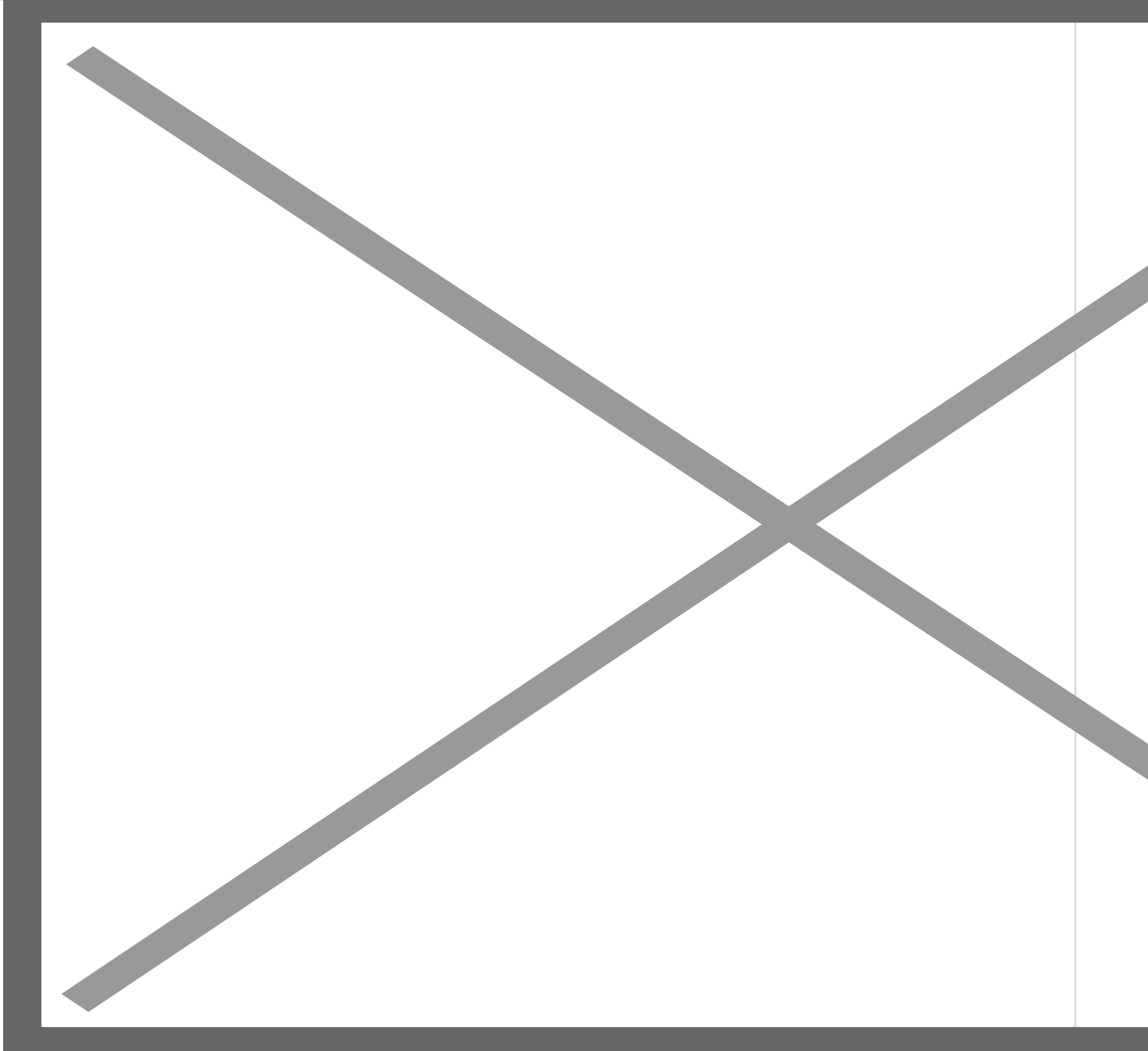


Elles mettent en cause Milei

Image not found or type unknown



Pfoto : La Voce delle Lotte

Par Roberto Morejón

Les historiens affirment que la manifestation massive des femmes argentines devant le Congrès le 3 juin 2015 a marqué un tournant dans la lutte pour rendre visibles les questions de genre, aujourd'hui loin de l'attention du président ultraconservateur, Javier Milei.

Cette manifestation, essentiellement contre les féminicides, a servi de point de départ pour que l'agenda des femmes soit beaucoup plus reflété au Congrès et dans d'autres sphères.

Aujourd'hui, les mouvements sociaux insistent pour que cette question et d'autres questions clés telles que la violence à l'égard des femmes et l'absence de parité soient toujours à l'ordre du jour.

Il est vrai que, sous le précédent gouvernement dirigé par le président Alberto Fernández, des lois telles que l'identité de genre, le mariage égalitaire et la violence contre les collègues féminines ont été adoptées, mais l'absence d'égalité salariale subsiste toujours.

De plus, le travail de rue des femmes les plus pauvres est souvent considéré comme un emploi informel, très vulnérable aux crises.

C'est dans ce contexte de revendications encore latentes que l'ultra-libéral Javier Milei, qui a montré en quelques mois son mépris pour les revendications des Argentines, a remporté la présidence.

Le leader de La libertad avanza a changé le nom du Salón de las Mujeres dans la Casa Rosada du gouvernement, lors de la Journée internationale de la femme, en Salón de los Próceres.

Ce faisant, il s'est heurté aux organisateurs d'une manifestation de milliers de femmes dans les rues pour réclamer la protection du droit à l'avortement.

Les manifestants, qui sont redescendus dans la rue cette semaine, rejettent également les réductions de dépenses du chef de l'État au nom de la réduction du déficit budgétaire.

Milei a également supprimé le ministère des femmes, du genre et de la diversité créé en 2019 et a interdit l'utilisation d'un langage inclusif dans l'administration publique.

Le président a été enclin à considérer de nouveau comme un crime l'avortement et critique l'agenda féministe et de genre.

Comme l'ont souligné des experts, les droites mondiales sont profondément anti-égalitaires. « Avec la haine et la faim, il n'y a pas de liberté », pouvait-on lire sur une banderole brandie à Buenos Aires par des activistes qui remettent en question le sens de la liberté défendu par le président de la nation.

Mis en cause par des organisations qui le considèrent dépourvu de politiques de protection des femmes, Javier Milei semble ignorer qu'en Argentine, il reste un long chemin à parcourir pour égaliser l'écart entre les sexes et rendre plus visible la présence des femmes dans la fonction publique.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/356777-elles-mettent-en-cause-milei>



Radio Habana Cuba